

La fin de l'hypothèque islamique ? Analyse des principales tendances de l'élection présidentielle algérienne de novembre 1995

Saïd Belguidoum¹

L'élection présidentielle algérienne du 16 novembre 1995 intervient dans un contexte de crise aiguë, la plus importante depuis l'indépendance du pays. Le processus de recomposition sociale de ces trente dernières années a provoqué une exacerbation des tensions qui se sont cristallisées dans les émeutes d'octobre 1988, puis dans les importants succès électoraux du Front Islamique du Salut en juin 1990 (municipales) et en décembre 1991 (premier tour des législatives). L'interruption du processus électoral, la démission de Chadli ont donné à la crise algérienne une nouvelle dimension : le pays entre alors dans un cycle de violence proche de la guerre civile. Les islamistes du FIS après avoir échoué dans leur tentative de soulèvement insurrectionnel, organisent des maquis armés et se lancent dans un terrorisme systématique qui plonge le pays dans un profond chaos.

La tenue d'une élection présidentielle constitue une initiative forte mais périlleuse. Après quatre années de violence, comment allait se comporter l'électorat ? L'enjeu consiste à savoir où se trouve la légitimité politique. Liamine Zeroual, soutenu par l'Armée, à la tête de l'État depuis deux ans, allait-il être investi d'une légitimité politique, consolidant ses succès militaires. Au contraire, les islamistes, à travers la candidature de Mahfoud Nahnah, le leader de Hamas, organisation islamique légale, conserveraient-ils leur influence dans la société algérienne ?

Derrière cet enjeu central une question essentielle se pose : celle de la participation électorale. Sera-t-elle suffisamment significative pour légitimer l'élection ? En appelant au boycott, les trois "fronts", le FIS, le FLN et le FFS, qui avaient totalisé 80% des suffrages exprimés lors des législatives de 1991, allaient-ils être suivis ?

Cette élection devait donc répondre à deux grandes inconnues : le rapport de forces électoral et le taux de participation. Avec cette dernière, allait se mesurer la légitimité du futur élu mais aussi la représentativité des partis du boycott. En clair, l'enjeu est celui du contrôle de la société algérienne.

Un rapport de forces inversé

Un seul tour aura suffi pour élire Liamine Zeroual. Avec un peu plus de 7 millions de voix et 61,34% des suffrages exprimés (soit 44% des inscrits), Zeroual relègue ses adversaires loin derrière : Nahnah, le candidat islamiste recueillant un quart des suffrages exprimés (25,38%), Sadi le candidat démocrate, 9,30% et Boukrouh (candidat se prévalant d'un islam moderniste) 3,78%. ²

¹ Sociologue, Aix Marseille Université, CNRS, IREMAM UMR 7310, 13094 Aix-en-Provence, France

² Nous utilisons dans cet article les résultats par wilaya tels que publiés dans la presse au lendemain des élections. La non disponibilité de données plus fines (par commune) limitera l'analyse, notamment dans l'observation de l'évolution des électorats selon le type d'agglomération. La classification que nous avons faite entre les wilayas urbaines, semi-urbaines, rurales et du Sud permet néanmoins de rendre compte des logiques électorales selon les différents cadres socio-spatiaux.

Cette victoire est d'autant plus large que le second pari de cette élection est également gagné, la participation a été massive, près de 75%, nettement supérieure à celle des législatives où le taux avait alors été de 59%.

Du vote anémique au vote refuge

Cette élection présidentielle inverse les tendances des élections précédentes. Le FIS en rassemblant 54% des suffrages lors des municipales et 47% aux législatives (auxquels il faut adjoindre les 7% réalisés par les deux autres partis islamistes) avait su capter le mécontentement de la population. Le vote islamiste était un vote de contestation, un vote révélateur du caractère anémique de la crise algérienne : crise à la fois économique (crise de la croissance) mais surtout sociale (crise du modèle de la promotion sociale, accroissement des inégalités provoquant frustrations et désarrois), culturelle (brouillage des référents symboliques) et donc politique (Belguidoum, 1994 ; Cherrad, 1991).

Les islamistes, par la radicalité de leur discours, mais aussi en profitant d'un champ idéologique que le FLN leur avait balisé, ont récupéré ce profond malaise de la société. Ce sont dans les villes, là où les effets des bouleversements sociétaux ont été les plus fulgurants, que le vote islamiste a été le plus puissant.

Aujourd'hui, la réduction de l'influence islamique à un quart de l'électorat, montre qu'une partie importante de la population s'est retournée : au vote anémique fait place un vote sécuritaire, un vote refuge.

Un enjeu dans l'enjeu : la participation

La participation est sans doute une des caractéristiques les plus importantes de ce scrutin. Avec un taux de 74,9%, les participations enregistrées lors des scrutins précédents (65,1% en 1990 et 59% en 1991) sont largement dépassées. Comparaison importante, puisque en 1991, hormis les communistes, toutes les forces politiques participaient et notamment les trois fronts. Forts des 80% de suffrages exprimés qu'ils totalisaient (soit plus de 40% du corps électoral) ils appelaient la population à s'abstenir. Si l'on considère que les consignes islamistes étaient relayées par des menaces physiques et que l'implantation militante du FFS en Kabylie lui permet de jouer un véritable rôle de contrôle social de la population, alors il était raisonnable de penser que les partis du boycott tireraient forcément profit d'une participation moyenne.

Dans un tel contexte, la participation de 74, 9%, soit une progression de 16 % par rapport à 1991, est plus qu'un échec pour les partis du boycott, il est un désaveu complet.

La progression est générale. Toutes les wilayas sans exception ont un taux de votants supérieur à celui de 1991 et si seules 4 wilayas ont une progression inférieure à 5%, 28 dépassent la moyenne nationale.

Cette progression est cependant inégale. Les wilayas urbaines se sont relativement moins mobilisées. Les wilayas de l'Est, rurales comme urbaines, enregistrent les progressions les plus fortes et les taux de participation les plus élevés. Sur les cinq wilayas qui dépassent 90% de votants, quatre sont de l'Est (dont les trois wilayas des Aurès).

Dans l'Ouest, la participation est bonne et conforme à la moyenne nationale.

Seules les wilayas du Centre et de Kabylie n'ont pas eu la même intensité : 9 des 10 wilayas de la région ont une progression inférieure à 16%. C'est-à-dire là où l'appel au boycott avait

certaines chances d'être relayé. Il s'agit de la Kabylie, d'Alger, de la Mitidja et des zones où les maquis islamistes sont bien implantés. L'impact a donc été réel mais limité. Encore ne faut-il pas exagérer son importance : ces wilayas ne mobilisaient pas leur électorat lors des scrutins précédents et la participation a été supérieure à celle de 1991.

Sur les 25% d'abstentionnistes, au plus peut-on concéder aux partis du boycott la moitié des abstentionnistes. Dans l'ensemble du pays c'est toujours entre 60 et 97% de l'électorat qui en votant a défié le diktat des groupes armés.

Cette participation massive profite essentiellement à Zeroual. Le taux de participation et le vote Zeroual ont les mêmes caractéristiques d'ensemble, les mêmes tendances se retrouvant à travers leur distribution spatiale (villes et campagnes) et géographique. Illustration de cette forte corrélation : parmi les 10 wilayas qui votent le plus, on dénombre les 8 meilleurs résultats de Zeroual.

Le vote Zeroual, ses principales caractéristiques

Un électorat national... moins la Kabylie

La victoire de Zeroual ne prête aucune contestation. Premier dans 46 wilayas sur 48, il dépasse les 50% des suffrages exprimés dans 45 d'entre elles. Seule la Kabylie le prive d'un succès total.

Un électorat urbain mobilisé

Principaux centres de la contestation du pouvoir et lieux des succès les plus éclatants du FIS, les villes, comme le reste du pays, votent Zeroual. Dans les wilayas à fort réseau urbain son succès est indéniable. Toutes les wilayas urbaines, hormis Bejaïa, lui donnent la majorité de leurs suffrages. 9 sur 15 lui accordent plus de 61%. Certes parmi celles-ci (6 sont de l'Est, 3 de l'Ouest, aucune du Centre). Certes les trois grandes métropoles (Alger, Oran, Constantine) ne l'élisent qu'avec 50 à 57% des suffrages, mais il est évident que le vote urbain s'est considérablement modifié. Les villes, lieu de la radicalité de la contestation, ne se sont pas identifiées à l'islamisme.

La réactivation des appartenances régionalistes

Une autre tendance notable de cette élection, c'est la réactivation des réflexes régionalistes. Zeroual, originaire de Batna dans les Aurès, comme le sont nombre des cadres supérieurs de l'Armée et de l'appareil d'État, réalise un véritable raz-de-marée dans l'Est algérien. 13 des 16 wilayas de l'Est l'élisent avec des pourcentages supérieurs à sa moyenne nationale. L'engouement est moindre dans l'Ouest (8 sur 14, mais aucune des wilayas de l'Oranie) et dans le Sud (5 sur 8) et nettement plus faible dans le Centre (1 sur 8).

Sur les 10 wilayas qui ont le plus massivement voté pour Zeroual, 7 sont de l'Est dont celles des Aurès où il obtient 94% à Khenchela, 92% à Batna et 87% à Oum el Bouaghi. L'importance des scores réalisés montre à l'évidence que dans l'Est Zeroual a bénéficié d'une prime "au candidat régional". La proportion supérieure de 15 régionalistes qu'un appareil politique local a su travailler.

A contrario, dans l'Oranie et l'Algérois, la réactivation du régionalisme aura joué au détriment de Zeroual et profité au candidat islamiste, originaire de Blida.

Qui vote Zeroual ?

L'aire d'attraction électorale de Zeroual est large, son électorat est hétérogène, et ses soutiens politiques divers. Mobilisant les villes et les campagnes, il a été le principal bénéficiaire du vote des nouveaux électeurs (3 millions de plus, soit un accroissement de 20% depuis 1991), c'est-à-dire les nouvelles classes d'âge et les abstentionnistes de 1991.

Il a aussi bénéficié du soutien de la puissante UGTA (syndicat des travailleurs), du ralliement de l'électorat démocrate qui a vu en lui le seul rempart crédible contre l'islamisme, mais aussi d'une large fraction de l'électorat islamiste de 1991, et de tous ceux qui ont refusé de cautionner les groupes armés.

Le FLN phagocyté ?

Mais, politiquement ce qui semble se dessiner c'est l'absorption du FLN. Malgré ses défaites le FLN était demeuré une force politique nationale disposant d'un réservoir électoral de 23%. Or on constate que c'est souvent là où le FLN avait fait de bons scores en 1991, que Zeroual réalise ses meilleurs résultats. (Sur les 15 wilayas où le FLN faisait ses meilleurs scores, 10 ont massivement voté Zeroual).

En occupant le même champ idéologique, celui du nationalisme et de l'héritage de la guerre de libération, Zeroual phagocyte le FLN dont un grand nombre d'appareils locaux lui sont déjà acquis. Désavoué par sa base électorale, le FLN n'a pas d'autres choix, pour continuer d'exister, de rallier Zeroual.

Le vote islamiste

La fin d'une hégémonie électorale

En rassemblant sur son nom 25,38% des suffrages exprimés, 2.907.857 voix, la défaite du candidat islamiste est sans appel.

En données relatives, Nahnah divise par deux le pourcentage de l'électorat islamiste de 1991 (25% contre 47% au FIS et 54% à l'ensemble de la mouvance islamiste).

Il ne retrouve que les 3/4 du potentiel de voix islamiste, soit une perte en données absolues de 871.155 voix, alors que le corps électoral progresse de 20% et le taux de participation croît de 16% (preuve que la perte d'audience n'est pas liée à l'abstention prônée par le FIS clandestin).

Du fait de la bipolarisation de l'électorat dans la plupart des wilayas, les scores de Nahnah sont souvent inversement proportionnels à ceux de Zeroual.

Dans aucune des 48 wilayas il n'arrive premier et il ne maintient qu'une seule fois (Ghardaïa) le pourcentage islamiste de 1991.

Si comme en 1991, le vote islamiste est complètement marginalisé en Kabylie (3%), le fait nouveau est qu'il l'est également dans des wilayas où le vote FIS avait été quasi hégémonique (4 à 6% dans les Aurès).

Parmi les 16 wilayas où le recul est supérieur à la moyenne nationale (plus de 25%), 6 sont urbaines, dont Alger (avec une perte de 160 000 voix) et Constantine.

Une implantation toujours réelle

Mais l'islamisme n'est pas mort pour autant. Il reste une force importante même s'il a perdu son caractère majoritaire et hégémonique.

La distribution du vote islamiste montre qu'il dispose de solides points d'ancrage. 28 wilayas lui donnent un score supérieur à sa moyenne nationale et dans 37 d'entre elles il dépasse la barre des 20%.

La comparaison en données absolues entre 1991 et 1995 fait ressortir que si dans 28 wilayas le nombre de voix recueillies par Nahnah est inférieur à celui des islamistes en 1991, dans 20 il est plutôt égal ou légèrement supérieur. C'est surtout notable dans 6 wilayas où le gain se situe entre 10 000 et 20 000 voix (Ouargla, Mostaganem, Mascara, Laghouat, M'sila et Djelfa).

Malgré l'effondrement du vote islamiste dans un certain nombre de régions : l'Est, mais aussi celles les plus touchées par le terrorisme (Alger, Constantine, Jijel...), on constate que les wilayas où il résiste le mieux sont urbaines, plutôt du centre et de l'Ouest.

Ainsi sur les 28 wilayas où son score est supérieur à 25%, 10 sont urbaines. 7 des 8 wilayas du Centre et 10 des 14 wilayas de l'Ouest font partie de ces wilayas où le vote islamiste est encore influent.

S'il ne fait aucun doute que Nahnah a bénéficié du ralliement de la grande majorité de la sensibilité islamiste, il est par contre intéressant de constater que dans le classement de ces meilleurs résultats des tendances particulières apparaissent.

Oran, Tlemcen et AïnTémouchent peu touchées par le terrorisme lui accordent une proportion importante de leurs suffrages. Est-ce une réaction à une candidature Zeroual symbolisant la domination de l'appareil d'État par l'Est au détriment de l'Oranie ? Ou encore la volonté d'une population peu touchée par le terrorisme de choisir un candidat dont la campagne a été basée sur la modération du ton, reflétant le compromis national ?

On notera aussi la présence d'un certain nombre de wilayas où l'influence des réseaux confrériques est importante. C'est le cas de M'sila, Tlemcen, El Oued, Ouargla, Laghouat et Médéa. A M'sila par exemple, wilaya où il réalise son meilleur score (44,5%), les réseaux confrériques actifs dans cette wilaya l'ont soutenu. A El Oued, Tlemcen, mais aussi Ghardaïa, il semble que les bourgeoisies locales liées par ailleurs aux réseaux confrériques aient également été séduites par la candidature "rassurante" de cet islamiste "modéré".

Le vote Sadi ou le vote identitaire kabyle

Saïd Sadi a tenté lors de sa campagne de rassembler les démocrates. A travers sa candidature, c'est donc le poids de la mouvance démocrate et son aptitude à représenter un pôle alternatif possible qui allait pouvoir être mesurés. Mais Sadi, militant de la première heure du combat pour l'identité berbère est aussi le président du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), essentiellement implanté parmi la population kabyle.

Les résultats qu'il obtient montrent que c'est essentiellement cette dimension qui sera retenue. Sadi réalise un raz-de-marée en Kabylie et échoue dans sa volonté de rassembler le vote démocrate.

En recueillant 9,29% des suffrages, soit 1.064.532 voix, il réalise certes un score convenable. Mais en y regardant de plus près, force est de constater le caractère essentiellement kabyle de ce vote.

A Tizi Ouzou et à Bejaïa, les deux wilayas kabyles, il arrive largement en tête avec respectivement 88,42% et 84,62%. Dans ces deux seules wilayas il recueille 478.734 voix soit 45% de son score national. Si on rajoute Alger (125.778 voix), Bouira, Boumerdès, et Tipaza, c'est-à-dire les régions abritant de fortes populations kabyles, c'est 70% de son score qui est réalisé dans ces six wilayas.

Dans 38 wilayas, il fait des scores inférieurs à 5%. Seules Oran et Chlef lui donnent un pourcentage de voix (4 à 5%) sans doute supérieur au taux de la population Kabyle résidant dans ces départements.

Dans 15 wilayas il arrive néanmoins en troisième position, mais dans 30 autres il est dernier, battu même par Nourdine Boukrouh, le candidat prônant un islam moderne. Certes les wilayas urbaines font ressortir de meilleurs résultats que les wilayas rurales, mais dans des proportions trop infimes pour être réellement significatives. 9 wilayas urbaines sur 16 lui donnent plus de 2,5% contre 2 rurales sur 7.

L'électorat démocrate potentiel a été aspiré par Zeroual, marginalisant complètement Sadi dans les trois quart du pays.

En 1991, le vote FFS - RCD rassemblait 10,3% des suffrages et 710.928 voix, dont plus de la moitié dans les deux wilayas kabyles, c'est incontestablement ce potentiel qui a été retrouvé par Sadi dont le seul véritable succès aura été de s'imposer face au FFS. En 1989, la Kabylie s'était massivement abstenue suivant l'appel au boycott du FFS (25% de participation). Ce qui avait même permis au FLN de remporter les élections à Bejaïa. En 1995, non seulement elle vote plus qu'en 1991 (le FFS participait) mais elle "plébiscite" Sadi.

En défiant à la fois le FFS et Zeroual, les Kabyles expriment aussi un vote de résistance. La réconciliation nationale qui aura été un des thèmes de la campagne, ne pourra pas se faire au détriment des revendications identitaires de la Kabylie.

Que fera Zeroual de sa nouvelle légitimité ?

L'islamisme qui depuis 1988 s'est imposé comme l'alternative à un pouvoir usé par 30 ans d'exercice, a subi une double défaite : son influence électorale est réduite de moitié et l'interdit des groupes armés a été défié.

Ce "retournement" de l'électorat est la preuve que le vote islamiste n'était pas un vote adhésion mais qu'il reposait sur une dynamique de contestation du pouvoir. La mobilisation populaire pour l'islamisme ne s'est réellement exprimée que lors des scrutins électoraux. La grève insurrectionnelle de juin 1991 comme l'appel au soulèvement populaire généralisé de janvier 1992 sont des échecs auxquels le recours au terrorisme comme stratégie de blocage de la société algérienne tente de palier.

Il était donc important que la dernière légitimité qui restait aux islamistes, qui lui avait été donnée par les élections, lui soit retirée par d'autres élections.

En perdant plus de la moitié de son influence électorale après quatre années d'une lutte armée déclenchée par le FIS, l'islamisme a montré ses limites.

Avec cette élection présidentielle, l'hypothèque qu'il faisait peser sur l'Algérie semble levée, provisoirement tout au moins car les raisons du vote islamiste existent encore. La crise économique et sociale, véritable terreau au radicalisme islamique, mais aussi la crise politique trouveront-elles un début de réponse dans les initiatives que le pouvoir devra prendre ?

C'est en permettant à une véritable citoyenneté d'émerger dans le cadre d'un véritable Etat de droit, c'est en répondant au besoin de moralité de la vie publique réclamée par la population, c'est en laissant la société civile se construire, c'est aussi en répondant au besoin de justice sociale d'une population que les plans du F.M.I. risquent de replonger dans la désespérance sociale, que l'issue à la crise sera trouvée et que ce vote refuge, loin d'être un plébiscite, pourra prendre son véritable sens.

L'hypothèque islamiste levée, le champ redevient libre pour que les réponses politiques à la crise sociale et économique puissent être apportées, à condition que le vote ne soit pas détourné et que sa signification sécuritaire ne soit pas comprise comme un plébiscite, un blanc-seing à la mise en œuvre d'une politique continuant celle des années 1980.

Les véritables lignes de clivage opérant au sein de la société, longtemps brouillées par l'idéologie religieuse, le nationalisme ou la réactivation des solidarités régionales et communautaires, pourront alors avoir une nouvelle visibilité.

Bibliographie

Belguidoum Saïd, 1994, De l'anomie à l'islamisme : exacerbation des tensions sociales en Algérie, Avis de Recherche, Institut de Recherches Marxistes Sud

Cherrad Salah-Eddine, 1992, "Élections municipales et législatives en Algérie : les scrutins du 12 juin 1990 et du 26 décembre 1991", *Espace rural*, n°29, Laboratoire de géographie rurale de l'Université Paul-Valéry et de l'U.R.A.